

LA SCIENCE POLITIQUE ET LES INTERETS DE RECHERCHE CONCERNES -NIVEAUX DOCTORAT- EN GRECE

Valia Aranitis

Université de la Crète- Association Hellénique de Science Politique

L'ASSOCIATION GRECQUE DE SCIENCE POLITIQUE

L'Association Hellénique de Science Politique a comme but de promouvoir la recherche et l'étude de phénomènes politiques sur le plan national et international. Etant une association à but non lucratif, elle a été établie en 1955 et à partir du 1975-1976 elle parcourt la deuxième période de son existence. Par l'intermédiaire de ses activités scientifiques (éditions, lectures et conférences, support des séminaires et groupes de travail), l'Association Hellénique de Science Politique cherche à promouvoir les études politiques, à renforcer le contact parmi des scientifiques politiques grecs et à fournir le support de leur communication avec des secteurs scientifiques voisins des études sociales et humaines sur le plan national et international.

Ses 200 membres, et même plus, travaillent dans l'Université (en tant que personnel d'enseignement ou de recherche ou étudiants post-universitaires) et équipent en personnel les organisations de recherche les plus importantes du pays. Leurs intérêts d'enseignement et de recherche couvrent un large spectre de thématiques parmi lesquels : Politique Comparée, Théorie et Méthodologie Politiques, Administration Publique et Politique Sociale, Sociologie Historique et Relations Internationales.

LA SCIENCE POLITIQUE EN GRECE

Bien que le débat portant sur la politique sur l'échelle mondiale ait son origine dans l'Athènes ancienne, les Départements Universitaires de Science Politique n'ont apparu en Grèce qu'avec du retard par rapport à d'autres pays à cause de la situation sociopolitique en Grèce entre 1945 et 1975.

Plus particulièrement, même si l'Université d'Athènes est l'Université grecque la plus ancienne, établie dans les années 1830 parallèlement à la création de l'État Grec, le Département de Science Politique a bénéficié de son indépendance en 1982, c'est à dire plusieurs années même après la restauration du régime démocratique (1974). Jusqu'à cette époque-là,

les études de Science Politique étaient intégrées à l'École de Droit d'Athènes. Certes, il est à noter qu'en 1930, il y a eu un effort par des gens éduqués dans des départements parisiens correspondants de créer une école de Sciences Sociales mais, en effet, c'est en 1941 que même cette école a pris la forme d'un Établissement d'Enseignement Supérieur.

Pourtant, en effet, ce n'est qu'en 1974, avec la restauration du régime démocratique, où l'association grecque de sciences politiques a été rétablie, qu'on peut parler de recherche et enseignement libres dans le domaine de la science politique en Grèce.

De nos jours, les départements de Science Politique sont cinq: Athènes, Thessalonique, Panteion, Crète et Corinthe. On peut, pourtant, constater l'existence de certains départements relatifs à la science politique. A titre d'exemple on pourrait citer: Départements de Médias et Communication, d'Etudes balkaniques, d'Etudes Internationales et européennes etc. Plus précisément le département de Science Politique à Athènes - qui est le plus grand en ce qui concerne le nombre de professeurs se divise en quatre différents domaines :

1. Science politique
2. Science administrative
3. Études européennes et internationales
4. Théorie Sociale et Sociologie

LES ETUDES EN GRECE

La scolarité

L'entrée aux institutions universitaires grecques se fait par des examens panhelléniques. La durée de la scolarité est de 4 ans. On peut présenter une distribution des étudiants aux différents départements universitaires.

Universités	Positions
Athènes	400
Panteion	200
Thessalonique	120
Crète	200
Corinthe	90
TOTAL	1.000

A la suite, il est possible de suivre des études post-universitaires de 1 ou 2 années (plus souvent), selon les provisions du programme, pour

obtenir un DEA. Les études post-universitaires en Grèce sont institutionnalisées au milieu des années 1990, où le Master est établi et le doctorat devient la condition prerequisite pour continuer au troisième cycle.

Certes, la demande pour les études post universitaires a augmenté et la relation entre applications et positions est souvent 7/1. Après avoir obtenu un DEA, l'étudiant, en concertation avec un professeur qui assumera le rôle du surveillant, peut faire une proposition de doctorat. La proposition doit être déposée auprès de l'Assemblée Générale du Département et, une fois approuvée, un jury de trois professeurs est composé (le surveillant plus deux membres du jury). La durée est au minimum trois années.

LES DOCTORATS PENDANT LA PERIODE COURANTE

Pendant la période courante, il y a une progression géométrique en ce qui concerne l'augmentation des doctorats qui sont en train d'être élaborés. Ceci pourrait être attribué à l'insécurité professionnelle accrue qui habite les jeunes d'aujourd'hui et par conséquent aux meilleures chances pour un poste de travail en fonction des études effectuées. De même, juste la possession d'un DEA, et d'un doctorat c'est encore mieux, renforce la possibilité de toucher des revenus plus élevés.

De nos jours en Grèce, il est estimé que 300 doctorats sont en train d'être élaborés dans les 5 départements de Science Politique. La plupart d'entre eux (2/3) sont élaborés à l' Université d' Athènes. Si l'on considère aussi les départements voisins (Médias à Athènes et Thessalonique) ce nombre augmente.

Voilà maintenant ce qui est important concernant les points forts et les faibles du système.

- a) La distribution des sexes : 60% des hommes et 40% des femmes. C'est une proportion qui va à l'encontre de la distribution des étudiants aux études du premier cycle. Un élément intéressant à noter, c'est l'existence d'un nombre considérable d'étudiants de nationalité étrangère.
- b) Les thématiques :
Le personnel d'enseignement et de recherche des départements divers, ayant un caractère qui renvoie à plusieurs secteurs, attache la qualité d'une balance importante vis-à-vis le service des secteurs de la Science Politique.

On pourrait certainement soutenir que ce que les thèmes des doctorats ont en commun, c'est l'accent mis sur l'Histoire et la Philosophie Politique. Une emphase particulière est donnée à des sujets administratifs institutionnels, des thématiques européennes ainsi que des questions de sociologie électorale. En d'autres termes, il y a certains secteurs classiques, comme la Sociologie Politique et la Politique Comparée, qui ont moins d'importance. Ceci est dû d'une part au fait que la Science Politique en Grèce est en effet issue du Droit, et secondairement de l'Histoire, et d'autre part, au fait que ce secteur devient en effet indépendant au moment de la consolidation de la Démocratie en Grèce et de l'intégration du pays dans l' U.E. On peut présenter quelques exemples des titres. Les sujets historiques : « La Jugoslavija entre 1941-1945 : la décontraction et la construction d'un état Européen », « Le mouvement ouvrier grec pendant l'occupation allemande ». Philosophie : « L'explication Kantienne de la théorie de la justice » « Marxisme et meta-marxisme : Débat au niveau de la théorie et de la pratique politique ».

c) Les problèmes essentiels :

D' une part, la plupart des candidats ne bénéficient pas d'une bourse (pas plus de 10% sont ceux qui en jouissent) et d'autre part il n'est pas obligatoire de :

1. Suivre les cours
2. Passer des examens
3. Faire régulièrement des présentations

Ce fait crée les conditions nécessaires pour qu'un nombre significatif d'étudiants quitte son doctorat.

ET APRES ?

a) Ceux qui quittent

La plupart d' entre eux ont besoin d'un salaire

b) Ceux qui obtiennent le titre

En 2008, une trentaine (30) des thèses ont été soutenues. Pour ces personnes la suite est vraiment difficile pour les raisons suivantes:

- Il n'existent que 3 revues où ils peuvent présenter leur travail et continuer le « débat ». ; Cela est surtout dû au sous-financement de notre Université et du domaine de la recherche en général.
- Où peut-on travailler ? Aux Universités, au Centre Nationale de Sciences Sociale, aux différents Instituts de recherches des partenaires sociaux et celles des parties politiques, aux

entreprises privées de recherche d'opinion, de prévisions électorales soit aux entreprises de communication ainsi qu'au domaine public.

De nos jours nous sommes d'élaborer une nouvelle loi concernant les études post universitaires. Il est très probable qu'il y ait un seul programme par Département et des changements importants au niveau et aux différents types de financement.